

Ali Kahlane, président de Satlinker

« Le lancement du contenu évitera le "harraga" numérique »

Plaider pour le contenu est le cheval de bataille de Ali Kahlane. Pour lui, c'est la seule manière de hisser vers le futur. Il ne s'agit pas d'inventer le fil à couper le beurre mais juste de prendre exemple sur les pays qui ont réussi dans le domaine, à l'instar du Mexique qui était au même niveau que l'Algérie et qui, au bout d'un an, s'est retrouvé au même niveau que le géant américain.



Le Point économique : Le nombre d'ISP s'est réduit comme peau de chagrin. Pourquoi ? Quelles sont les principales contraintes qui font qu'il est difficile d'être ISP en Algérie ?

Ali Kahlane : Il faudrait commencer par la genèse d'internet en Algérie. A l'instar d'autres pays, cela a commencé pratiquement en même temps pour des raisons bien évidentes à savoir que la mondialisation n'a pas attendu qu'internet soit là pour démarrer. Elle l'a fait bien avant. Il fallait s'accrocher à ce qui se faisait sur internet. Malgré la période très dure, très sombre et très difficile que l'on vivait à l'époque, l'Algérie, à travers l'action de privés, s'est tout de suite lancé dans l'aventure internet. Comment? Tout simplement en se connectant à des bases de données étrangères à travers le téléphone ce qui était très cher parce que la connection se faisait à l'international. Les providers ou les fournisseurs d'accès internet de l'époque faisaient un peu de la cuisine interne.

En 1999, une loi adoptée a un peu codifié l'accès à l'internet. Juste après, il y a eu une dizaine de providers et, ensuite, d'autres providers arrivaient pratiquement tous les six mois car on estimait qu'effectivement c'était l'avenir, qu'il fallait investir là-dedans. Bien entendu, des investissements sur fonds propres vu que les banques n'aidaient pas l'investissement. Vers les années 2003/2004, on était une centaine, mais à partir de cette date, on a commencé à en perdre régulièrement.

Quel a été le facteur déclenchant de cette " dégringolade " ?

Je serais tenté de dire que nous fonctionnions un peu comme cela se faisait à l'étranger. Il y avait la bulle internet en 2000/2001 et partout dans le monde l'on se disait que c'était un créneau porteur. Tout le monde a mis de l'argent là-dedans, mais pour des raisons économiques multiples, la bulle a éclaté. L'Algérie, à un degré moindre, a subi un peu la même chose au niveau des ISP. Mais nous avons eu autre chose. A un moment, il y a eu des apports technologiques qui sont arrivés en force, tels que l'ADSL, la téléphonie et surtout le changement radical de notre économie. D'abord, le changement radical dans les télécommunications. Algérie Télécom a été créé puis s'est subdivisée en plusieurs entreprises devenues commerciales, donc à même de faire des bénéfices. Tout d'un coup, Algérie Télécom était là pour faire de l'argent. Elle n'était plus un service public. Les ISP, du moins un certain nombre, se sont créés avec l'idée qu'Algérie Télécom était là, que c'était l'Etat et que donc les prix allaient rester tels qu'ils étaient, que l'accès internet serait plus important.

Malheureusement, les choses ne se sont pas passées de la sorte. D'abord, parce que l'ADSL est arrivée et que l'accès classique n'était plus de mise et, surtout, qu'Algérie Télécom avait commencé à appliquer la vérité des prix. Mais quand on a vu comment les prix étaient calculés, on était loin de la vérité des prix. Une bande passante qui était achetée en gros à 30 000 euros était vendue, sans vergogne, à 60 000 euros. Je donne un exemple grossier, mais c'est pour dire que tout était faussé à la base. Elle a pris l'habitude de calculer les prix à la pelle, elle continue à le faire ainsi. Maintenant, on essaie doucement de faire quelque chose.

Vous vous êtes organisés en association.

Oui, en 2003. Mais c'est difficile d'arriver à quelque chose. Les habitudes sont là. Elles sont féroces.

Algérie Télécom a revu ses tarifs à la baisse.

Quand la pomme de terre atteint les 100 DA alors que son prix est de 15 DA, même si vous la faites descendre à 50 DA, c'est toujours aussi cher et c'est très loin du compte. La majorité des providers sont partis un à un. C'est vrai que tous les providers ont, au départ, fait des calculs sur l'accès internet. Il est évident qu'une fois que la technologie était là qu'internet était là, l'accès est devenu hautement secondaire tant et si bien que dans les pays développés, l'accès est devenu gratuit.

La conversion de certains providers ne s'est pas faite tout simplement parce qu'il y avait des opportunistes, des investisseurs qui ont mis de l'argent. Voyant que cela ne marchait pas, ils ont préféré s'orienter sur d'autres créneaux plutôt que de faire la conversion et rester dans le domaine.

Ils ne pouvaient pas faire du contenu ?

C'est vrai que le contenu, c'est de la création, de l'édition, de l'art. Ce n'est pas évident alors que l'accès, c'est du matériel que l'on connecte. Pour cela, il n'y a pas besoin de grandes compétences, de réflexion, de conception, d'études...

Pour le contenu, il faut du souffle, il faut du temps. C'est ainsi que l'on est passé de 100 providers à une trentaine qui existent dans le paysage des TIC, mais réellement les fournisseurs d'accès sont au nombre de 5 dont 3 étatiques.

Qu'est-ce qui peut-être fait, sur la base d'une volonté politique ou autre, pour développer le contenu ?

Malheureusement, on a pensé qu'aux outils. C'est vrai qu'il y a des cybercafés, mais là aussi, il y a une fracture du genre car il n'est pas évident pour les femmes d'y aller à n'importe quel moment.

Si on fait une politique pour l'introduction des TIC chez nous, il est clair qu'il ne faut pas oublier ce genre de choses qui sont inhérentes à la culture. Or, on ne peut faire des prévisions en occultant cette partie qui représente 50% du pays.

Il y a également la fracture entre le Nord et le Sud. En juin dernier, des écoliers d'El Oued ont découvert l'existence d'internet lors du carrefour des TIC qui s'y est tenu.

Cela m'amène à parler de fossé et de fracture. Il existe un fossé digital de développement entre nous et les autres pays. Comment va-t-on le colmater ? Quand va-t-on le colmater ? Je n'en sais rien, c'est intrinsèque à nous. Il y a aussi une fracture digitale entre la France et nous, le Maroc et nous. Elle existe, mais on essaie, petit à petit, de la colmater. Il y a également une fracture horizontale. Dans un même pays, il y a des fractures qui existent entre une wilaya qui a les moyens et une autre qui n'en a pas, entre les riches et les pauvres, entre une wilaya qui a un mécène disposant de l'oreille des gouvernants et une autre qui n'en a pas. Dans une même ville, entre un quartier et un autre.

Que peut faire un gouvernement pour essayer au moins de réduire ces fractures horizontales ? L'Etat a commencé à mener certaines actions et c'est positif. Mais ont-ils fait le bon choix ? Le problème est à ce niveau-là. Nous, en tant qu'association, on a toujours eu une oreille (attentive ou pas je ne sais pas) du gouvernement.

Malheureusement, lorsque l'on faisait passer un message, il n'était pas pris en compte systématiquement. Un exemple. Comparaison n'est pas raison, mais prenons un pays similaire au nôtre. Au Mexique, ils ont lancé de petites opérations très simples, mais pleines de bon sens. Le principe est que tout part de l'éducation, de l'école. Evidemment, chez nous, le premier réflexe a été de dire : " On va mettre des ordinateurs dans toutes les écoles et l'enfant va se mettre en face et va tout de suite avoir le réflexe numérique et surfer. " Surfer, et après ?

On aurait aimé avoir des statistiques et une évaluation de ce qui a été fait en matière d'internet dans les écoles algériennes. On le sait, c'est rien. Pour la simple raison que la même expérience a été faite ailleurs et que cela n'a rien donné. Alors, pourquoi refait-on les mêmes erreurs ? Les succès, il y en a si peu que c'est facile de voir ce qui a marché et en faire école chez nous.

Pour revenir au Mexique, l'indice numérique à l'échelle mondiale le classait près de nous. Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont acheté un million d'ordinateurs et les ont donné aux enseignants. C'est de là que cela part car si l'enseignant n'accepte pas l'outil, n'accepte pas internet, comment voulez-vous que l'élève suive ? L'enseignant, c'est la référence de l'élève. Il a, certes, ses parents, mais il a l'enseignant comme référence intellectuelle. L'enseignant, c'est la source du contenu. Avec internet, le cours sera plus enrichi, plus vivant, il collera plus à la réalité et à ce moment-là, il ne pourra qu'intéresser l'élève. Du coup, le contenu se fera de lui-même. L'expérience a démontré qu'au bout d'un an, le Mexique s'est retrouvé avec autant de contenu que les Américains et, du coup, le ministère de l'Education de ce pays a commencé à prendre les contenus, à en sélectionner quelques uns pour en faire des contenus référencés. Certains contenus de cours sont devenus standards et manufacturés puis vendus en Amérique latine. Du coup, les enseignants sont devenus éditeurs et produisent du contenu. Qu'est-ce que cela a coûté ? Rien, mis à part l'investissement de départ. Et encore, c'est un mécène mexicain qui a payé la facture. Depuis, chaque nouvel enseignant mexicain reçoit un ordinateur portable pour pérenniser cette action. L'Etat algérien est capable de faire cela.

En l'état actuel de nos réserves financières, il y a effectivement de l'argent pour une opération de ce type.

Oui, il y a même un ministre avec qui nous avons parlé du contenu. Nous lui avons dit : " Nous avons applaudi des deux mains l'opération "Ousratic", mais une fois le matériel acheté, qu'en est-il du contenu ? Lancez une opération "contenu" à l'insar d'"Ousratic" bien que la logique aurait voulu que l'on commence par le contenu. "

Si vous vous adressez aux institutions pour un site web, soit elles ne savent pas ce qu'est internet, soit cela ne les intéresse pas. Le lancement du contenu permettra la création de nouvelles entreprises et évitera le " harraga numérique ". Il y a des ingénieurs formés en Algérie à grands frais, mais ne pouvant se fixer dans une entreprise de TIC, ils partent.

En plus, lancer le contenu, c'est tout simplement ouvrir le pays à la e-administration, à la e-gouvernance, à partir du moment où vous donnez aux institutions, aux entreprises l'opportunité

d'utiliser internet et les TIC. Imaginez le boom de développement que cela suscitera. Les gens n'auront plus besoin de se déplacer. Certaines études ont démontré que les gens se déplacent souvent pour avoir une information qui pourrait être disponible via le net. Imaginez le temps perdu, le transport... Alors que si le citoyen avait son information algérienne via le net, cela réduirait, entre autres, les problèmes d'absentéisme, d'embouteillage.

Des solutions de dégroupage sont-elles prévues ?

Pour le moment, le problème ne se pose pas parce que la loi ne le permet pas. Mais en 2008, les télécommunications seront complètement dérégulées et il sera possible de le faire. Ceci étant, je n'ai pas l'impression que cela va se réaliser comme une lettre à la poste. Comme nous vivons des problèmes d'accès à la bande passante... Un exemple : selon le cahier des charges, pour être opérateur ADSL, vous êtes obligés de passer par l'opérateur historique ou l'une de ses filiales pour avoir accès au back bone internet d'une part. D'autre part, vous avez également besoin d'Algérie Télécom pour pouvoir installer votre matériel. Vous devez payer l'emplacement 25 000 DA le m2. Vous devez payer le droit d'accès (1 fois) 500 000 DA. Faites le calcul, si vous devez couvrir Alger, vous avez besoin de 100 points. 25 000 DA le m2, pour le DSLAM, il faut un minimum de 10 000 m2. 500 000 DA pour chaque DSLAM, c'est le minimum pour démarrer pour Alger seulement. Faites le calcul. Mais cela ne s'arrête pas là. Actuellement, AT propose l'ADSL, la 128, à 800 DA en TTC. Lorsque nous faisons le calcul, en achetant la bande passante chez AT, en tirant au maximum, on arrive, sans marge, à 1 200 DA (ce que l'on paie à AT). Eux vendent à 800DA. Le nouveau venu devra proposer à plus de 1 200 DA et là, je n'ai pas compté l'investissement de départ qui devrait être étalé sur 5 ou 10 ans.

Et comment s'en sort l'EEPAD ?

Ah ! Très bonne question. Il y a eu à l'époque une volonté politique, inique quant même, d'aider l'EEPAD afin d'engager rapidement l'Algérie dans l'ADSL mais pour revenir aux coûts, personne dans le privé ne s'est lancé dans l'ADSL, mis à part l'EEPAD, parce qu'AT est en train de pratiquer des prix impossibles.

Au vu de tout cela, nous sommes très loin de la révolution internet en Algérie ?

Absolument. Elle se fait sans eux et contre eux. Parce que la nature n'aime pas le vide, les gens vont faire avec ce qu'ils ont. Comme pour le site web. Quand une entreprise crée son site, la logique veut qu'elle soit en ".dz". Ce site web va être en Algérie, donc il va créer des emplois en Algérie. Imaginez l'impact. Ensuite, l'entité qui le gère, une association - pour le moment c'est le CERIST - va générer de l'argent.

Mais de nombreuses personnes se plaignent de la bureaucratie du CERIST " justifiant " ainsi leur non recours au " .dz ". Quel est votre avis ?

Ceux qui disent cela ont raison sur un point. Les ".net" et ".org" sont internationaux et ne vous demandent aucun papier, juste de l'argent. Partout dans le monde ".fr", ".es", ".uk"... il y a, à peu de choses près, une même charte de nommage national. Cette entreprise doit exister physiquement, légalement et le prouver par des papiers. Maintenant, il est vrai que le CERIST pêche en ne promouvant pas le ".dz". Nous avons demandé à ce que la gestion du ".dz" se fasse en dehors du CERIST. En 1993, le ".dz" était géré par une association (AALUG).

Le CERIST a fait des pieds et des mains pour reprendre la gestion du ".dz". En France, dès le départ, c'est l'INRIA (Institut national de recherche en informatique et automatique) qui a pris la gestion du ".fr" jusqu'en 1997/1998. Ils ont l'AFNIA.

Le Président du conseil d'administration vient de l'Etat. C'est généralement le directeur du CNRS. Ils ont 3 membres de ministères qui influent sur les TIC et 3 représentants des prestataires. Ils ont créé un collège international, dont Younes Grar et moi-même faisons partie es qualité, et ils ont un membre de l'UNRIA.

Le ".dz" coûte 1 000 DA. Si seulement

100 000 PME étaient enregistrées, cela générerait au CERIST 100 000 000 de DA chaque année. C'est pour cela qu'il faudrait créer une institution pour gérer tous les TIC. En plus, l'argent pourrait servir. Trouvez-vous normal qu'il y ait 24 millions d'abonnés au téléphone et seulement 2,4 millions d'internautes, alors même que cela a commencé dix ans plutôt. La raison est simple, pour le téléphone, il n'y a aucun effort à fournir.

Pour en revenir au contenu, Georges Orwell, dans son livre "1984" écrit trente ans auparavant, disait que si l'on enlevait du vocabulaire tous les mots qui permettent à l'être humain de réfléchir, on le prendrait en charge. On réduit son vocabulaire au minimum, c'est-à-dire à manger, boire, dormir. A partir du moment où la personne ne peut plus penser, plus réfléchir, elle ne peut plus créer de problèmes. Donc, le contenu n'existant plus, le problème est réglé. C'est le syndrome de Georges Orwell.

Alors, ce n'est pas demain la veille que l'on créera du contenu en Algérie ?

Oui. C'est pour cela que la structure des TIC dont on réclame la création ne doit pas être sous la tutelle d'un ministère. Avec par exemple l'argent généré par le ".dz", on pourrait financer les audits, des projets de recherche, des études de sécurisation des entreprises. Quand une entreprise a une visibilité algérienne via ".dz", elle peut avoir des marchés parce que certains veulent acheter un produit algérien.

A titre d'exemple, si le producteur de "dégletnour" est en ".com", rien ne permet, sur le net, de démontrer que c'est un producteur algérien et donc que la datte qu'il vend est algérienne.